



COP 21

IL EST URGENT DE RECYCLER LA POLITIQUE DES TRANSPORTS !

La France accueille et préside la 21ème Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 (COP21), du 30 novembre au 11 décembre 2015. Avec le train du climat, les camions pas cher et les bus Macron, tous à vos pinceaux : on repeint tout en vert !

Tandis que le transport est le plus gros contributeur (29,6 %) des émissions de gaz à effet de serre (GES), que sa part n'a cessé de s'alourdir depuis 1990 (21,7 %) soit +0,4 % en moyenne annuelle, gouvernement et direction SNCF se présentent comme les meilleurs élèves de la classe...

En réalité l'État a toujours mené une politique favorable à la route. Le réseau autoroutier a été développé alors que le réseau ferré national se dégradait.

La réforme ferroviaire adoptée en août 2014, que les cheminots ont combattue avec la CGT, devait permettre « de moderniser le service public ferroviaire, pour le rendre plus efficace et moins coûteux, au service de tous les Français ».

À peine la réforme se met-elle en place que ses effets les plus néfastes, dénoncés par les cheminots en juin 2014, se font ressentir : hausse des tarifs SNCF de 2,6 %, dysfonctionnements qui traduisent les réductions de moyens humains et matériels, dégradation de la sécurité et de la sûreté, désengagement des pouvoirs publics :

Abandon de l'écotaxe, privatisation des autoroutes et des routes nationales... recul des subventions pour le rail... loi Macron qui libéralise le transport par autocar avec comme conséquences prévisibles des suppressions de trains grandes lignes et TER, de nouvelles hausses des tarifs pour les usagers... un véritable cercle vicieux se poursuit.

La SNCF, entreprise publique nationale de service public, s'entête depuis des années dans une politique mortifère de réduction des coûts et de casse de l'outil de production. L'EPIC SNCF sert de banque pour financer le développement des filiales routières en France ainsi que l'expansion à l'internationale.



Au fil des années, les restructurations SNCF ont jeté des millions de camions supplémentaires sur les routes et aujourd'hui des centaines de bus.

Alors que la pollution de l'air coûte chaque année 101,3 milliards d'euros en étant à l'origine de 42 000 à 45 000 décès prématurés par an, les libéraux continuent d'opposer au transport ferroviaire le moindre coût de la route. Ce mode est au demeurant largement subventionné par l'argent public : c'est le mode le moins rentable lorsque l'on intègre les coûts externes (l'entretien du réseau routier, l'effet de la pollution sur la santé publique, l'engorgement des routes, l'accidentologie routière sont à la charge de la collectivité).

Les orientations décidées, dans les différents sommets mondiaux et européens et lors du Grenelle de l'Environnement, nécessitent à l'évidence un véritable engagement des gouvernements et des opérateurs historiques ferroviaires pour que le report modal en faveur des modes alternatifs se concrétise.

Pour la Fédération CGT des Cheminots, un véritable débat public s'impose !

Au-delà des discours de façade, il est urgent de mettre en place une politique des transports qui favorise les modes les moins polluants dans une complémentarité des modes pour un véritable développement durable qui respecte donc les conditions sociales des salariés !

La proposition CGT, « La Voie du Service Public SNCF » peut et doit y contribuer !

